Albitte. Le Tigre de l'Ain

Michel Biard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/2019>

DOI : 10.4000/ahrf.2019

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005

Pagination : 186-187

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Michel Biard, « Albitte. Le Tigre de l'Ain », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 340 | avril-juin 2005, mis en ligne le 20 avril 2006, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/2019> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.2019>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

Albitte. Le Tigre de l'Ain

Michel Biard

RÉFÉRENCE

Jérôme CROYET, *Albitte. Le Tigre de l'Ain*, Bourg-en-Bresse, Musnier-Gilbert Éditions, 2004, 352 p., ISBN 9-910267-28-8, 23 €.

- 1 Avec cet ouvrage, Jérôme Croyet, qui travaille aux Archives départementales de l'Ain et connaît parfaitement la série L, nous offre une biographie issue d'un mémoire de maîtrise qu'il a soutenu à l'Université Lyon 2. Il ne s'agit toutefois pas vraiment d'une véritable biographie d'Antoine-Louis Albitte, car l'étude est avant tout centrée sur son action dans l'Ain en tant que représentant du peuple en mission. Ainsi, l'ouvrage ne contient qu'une quarantaine de pages sur les origines d'Albitte et sur son rôle de représentant du peuple à la Législative puis à la Convention nationale, et une dizaine de pages seulement concerne le Directoire, le Consulat et l'Empire. L'intérêt de l'auteur s'est donc surtout porté sur le représentant du peuple en mission et sur ses relais dans le département de l'Ain en 1793 et 1794.
- 2 Initialement, Albitte est envoyé en mission auprès de l'armée des Alpes, en avril 1793, ce qui lui vaut notamment de marcher de Lyon sur Marseille et Toulon. Mais c'est à Lyon qu'il est appelé, à l'automne 1793, pour rejoindre Collot d'Herbois, Fouché et Laporte afin d'y conduire la répression dans cette cité rebaptisée Ville-Affranchie. Après cet épisode, le Comité de salut public lui confie le département de l'Ain (et celui du Mont-Blanc), où il doit veiller à l'exécution du décret du 14 frimaire an II sur l'organisation du gouvernement révolutionnaire. Il arrive à Bourg à la fin de nivôse an II (mi-janvier 1794) et est aussitôt entouré par des militants populaires de l'Ain qui deviennent ses « collaborateurs zélés [...], le] secondent bien et poussent avec [lui] le char révolutionnaire ». Jérôme Croyet s'attache ici aux portraits croisés de ces hommes et cite abondamment leur prose souvent pleine d'emphase, ainsi dans cette lettre que Rollet-Marat envoie à Albitte au printemps 1794 : « Bonjour, Montagnard Albitte, comment te portes-tu ? Conserve-toi pour les sans-culottes, pour ces fiers républicains

dignes de la liberté que tu leur as conquise par ton génie révolutionnaire et par tes sages arrêts. Loin d'eux tu seras toujours parmi eux ; ils te bénissent tous. Continue ta carrière glorieuse ; aime-nous, tu as toute notre confiance. Ah ! Si tous les membres de la Convention imitaient ton exemple, les vrais patriotes ne seraient pas toujours calomniés, dénoncés aux comités... Tes arrêtés ont été sacrés pour moi ».

- 3 Les décisions prises par ces arrêtés d'Albitte couvrent les champs d'action traditionnels de la plupart des représentants du peuple en mission, ainsi pour la répression contre les suspects. Les habitants de l'Ain avaient déjà connu une vague d'arrestations au printemps 1793, avec la mission d'Amar et Merlino, et sont de nouveau inquiétés avec la venue d'Albitte. À la fin de mars 1794, 243 personnes sont détenues dans les prisons de Bourg. Deux mois plus tard, ce nombre est porté à 350, auxquels s'ajoutent les individus incarcérés dans d'autres communes du département (par exemple 71 à Ambronay, 54 à Nantua, etc.), soit un total de 500 à 550 suspects emprisonnés dans l'Ain. Pour la plupart d'entre eux, cette détention n'aura pas de fatales conséquences, mais 18 sont expédiés à Ville-Affranchie pour y être jugés par la commission révolutionnaire et 15 d'entre eux y sont exécutés, ce qui n'est évidemment pas pour rien dans les dénonciations portées contre Albitte après Thermidor. Pour autant, Jérôme Croyet a soin de rappeler que, comme nombre d'autres représentants du peuple en mission, Albitte est également soucieux d'opérer un tri parmi les suspects incarcérés, afin de remettre en liberté ceux qui n'auraient été qu'« abusés ». Ainsi, le 20 pluviôse (8 février 1794), fait-il élargir 23 « cultivateurs et vigneron [qui] n'ont été coupables un moment que par une crédulité à des insinuations perfides et artificieuses dont ils ont été les premières victimes ». Parmi les mille et une raisons qui peuvent conduire un citoyen sur les chemins de l'anti-Révolution, voire de la Contre-Révolution, la religion occupe une place considérable, et Albitte mène en conséquence dans ce département une politique particulièrement radicale. Le fameux « serment d'Albitte » est bien sûr évoqué par Jérôme Croyet, qui consacre d'utiles développements à la question religieuse. En un mois, 361 prêtres, soit plus de la moitié des prêtres du département, abdiquent et abjurent publiquement leur foi. Rien que dans la commune de Bourg, entre le 10 et le 20 pluviôse (29 janvier - 8 février), 83 prêtres passent à l'acte, parmi lesquels un se marie aussitôt et un autre part sans plus de délai rejoindre les armées de la République. Quelques semaines plus tard, le comité de surveillance de Lagnieu peut écrire : « Il n'y a plus de curés et la République n'en a plus besoin » ! Il est vrai que les prêtres qui refusent le « serment d'Albitte » se cachent (notamment dans le Jura) ou sont arrêtés, ce qui fait écrire à son collègue Merlino, représentant du peuple élu dans l'Ain : « Quoique mon opinion soit qu'il ne puisse pas y avoir un prêtre honnête homme [...] je crains cependant qu'il y a un axiome qui dit point de règle sans exception, donc n'y eut-il qu'un patriote sur dix mille prêtres, l'arrêté d'Albitte le confondant avec les méchants, sous ce rapport je ne puis l'approuver ». La députation de l'Ain à la Convention nationale s'empresse d'ailleurs de dénoncer les mesures prises par Albitte, d'autant que celui-ci s'attaque aussi, on le sait, aux clochers, ces « étendards d'un culte dominateur » qu'il entend abattre. Dans le département de l'Ain, près de 800 clochers sont ainsi détruits et 1 500 à 1 600 cloches portées à la fonderie de canons de Pont-de-Vaux. Toutefois, Jérôme Croyet souligne, d'une part, les difficultés matérielles rencontrées par cette politique de destruction (abattre le seul clocher de Notre-Dame, à Bourg, coûte plus de 22 000 livres, et quatre ouvriers périssent au cours des travaux !), d'autre part, le fait que toutes les cloches n'ont pas été fondues à Pont-

de-Vaux (en 1797, après que l'administration du département eut déclaré illégal l'arrêté d'Albitte, de nombreuses communes parviennent à y récupérer leurs cloches).

- 4 En avril 1794, Albitte délaisse le département de l'Ain pour se consacrer à l'armée des Alpes, avant, dans l'été suivant, de passer à l'armée d'Italie. C'est en décembre que sont rédigées les premières dénonciations contre son action dans l'Ain et que prend forme la légende noire du « Tigre de l'Ain », du « satrape » qui aurait semé la mort dans le malheureux département soumis à sa fureur. La suite est connue. Voué à l'arrestation au printemps 1795, il se cache et ne resurgit au grand jour qu'à l'automne, après l'amnistie qui suit la séparation de la Convention nationale. En 1796, il reprend du service à l'armée avec le grade de capitaine, dans un régiment de chasseurs à cheval. En 1801, il est nommé sous-inspecteur aux revues. En 1812, il participe à la campagne de Russie et y périt dans les plaines polonaises le 23 décembre.
- 5 L'ouvrage de Jérôme Croyet comprend une chronologie, une bibliographie et des indications de sources qui pourront être utiles aux chercheurs. Il apporte indubitablement de nombreux et précieux éclairages sur la mission d'Albitte dans l'Ain, toutefois force est de regretter que de très nombreuses erreurs - notamment dans les dates - viennent entacher ce travail. Qui plus est, outre ces erreurs, des jugements de l'auteur laissent le lecteur pour le moins consterné : « le parti des petits bourgeois incarné dans la Gironde » (p. 38) ; « Tous les représentants issus de la Convention [c'est-à-dire les représentants du peuple en mission] sont membres du club des Jacobins de Paris, et ont tous voté la mort de Louis XVI » (p. 53, note 115) ; « les représentants en mission deviennent des autorités constituées au même titre qu'une municipalité ou un directoire de district » (p. 54) ; « La réaction [thermidorienne] est plus terrible encore que la Terreur » (p. 263)... et il serait possible de donner encore un grand nombre d'exemples. Force est donc de déplorer l'absence d'une relecture plus sérieuse ; elle aurait sans doute permis d'éviter la plupart de ces erreurs grossières qui ternissent hélas un ouvrage dont, je le répète et le maintiens, l'intérêt n'en reste pas moins évident. Aussi me permets-je ici d'en recommander la lecture, car il s'agit bien là d'un gros travail, mais une lecture qui sache prudence garder.